

navires. Alors ils dirent à l'univers : « C'est le nom
« Anglais qui nous a rendus odieux ; nous l'abju-
« rons solennellement. Tous les hommes sont nos
« frères. Nous sommes amis de toutes les nations.
« Tous les pavillons peuvent, sans crainte d'in-
« sulte, se montrer sur nos côtes, fréquenter nos
« ports. » On ne se rendit pas à une invitation en
apparence si séduisante. Les états vraiment com-
merçans, instruits que l'Amérique septentrionale
avait été réduite à contracter des dettes à l'épo-
que même de sa plus grande prospérité, pensè-
rent judicieusement que dans sa détresse actuelle
elle ne pourrait payer que fort peu de chose de
ce qui lui serait apporté. Les seuls Français, qui
osent tout, osèrent braver les inconvéniens de
cette liaison nouvelle. Mais, par la vigilance éclair-
rée de l'amiral How, la plupart des navires qu'ils
expédièrent furent pris avant d'arriver à leur des-
tination, et les autres à leur départ des bords
américains. De plusieurs centaines de bâtimens
sortis de France, il n'y en rentra que vingt-cinq
ou trente, qui même ne donnèrent point ou ne
donnèrent que fort peu de bénéfice à leurs ar-
mateurs.

Une foule de privations ajoutées à tant d'autres
fléaux pouvaient faire regretter aux Américains
leur ancienne tranquillité, les incliner à un rac-
commodement avec l'Angleterre. En vain on avait
lié les peuples par la foi des sermens et par l'em-
pire de la religion au nouveau gouvernement. En

vain on avait cherché à les convaincre de l'im-
possibilité de traiter sûrement avec une métro-
pole où un parlement renverserait ce qu'un autre
parlement aurait établi. En vain on les avait me-
nacés de l'éternel ressentiment d'un ennemi ou-
tragé et vindicatif. Il était possible que ces inquié-
tudes éloignées ne balançassent pas le poids des
maux présens.

Ainsi le pensait le ministère britannique, lors-
qu'il envoya dans le Nouveau-Monde des agens
publics autorisés à tout offrir, excepté l'indépen-
dance, à ces mêmes Américains dont deux ans
auparavant on exigeait une soumission illimitée.
Il n'est pas sans vraisemblance que quelques mois
plus tôt ce plan de conciliation aurait produit un
rapprochement. Mais, à l'époque où la cour de
Londres le fit proposer, il fut rejeté avec hauteur,
parce qu'on ne vit dans cette démarche que de la
crainte et de la faiblesse. Les peuples étaient déjà
rassurés. Le congrès, les généraux, les troupes,
les hommes adroits ou hardis, qui dans chaque
colonie s'étaient saisis de l'autorité, tout avait re-
couvré sa première audace. C'était l'effet d'un
traité d'amitié et de commerce entre les États-Unis
et la cour de Versailles, signé le 6 février 1778.

Si le ministère britannique y avait réfléchi, il
aurait compris que le même délire qui l'entraînait
à l'attaque de ses colonies le réduisait à la né-
cessité de déclarer dans l'instant la guerre à la
France. Alors régnait dans les conseils de cette

XLVI.
La France
reconnait
l'indépen-
dance des
États-Unis.
Cette dé-
marche oc-

casione la
guerre entre
cette cou-
ronne et celle
d'Angle-
terre.

la couronne la circonspection que doit toujours inspirer un nouveau règne. Alors ses finances étaient dans la confusion où les avaient plongées vingt ans de folie ; alors le délabrement de sa marine remplissait d'inquiétude tous les citoyens ; alors l'Espagne, déjà fatiguée de son extravagante expédition d'Alger, se trouvait dans des embarras qui ne lui auraient pas permis d'accourir au secours de son allié. L'Angleterre pouvait se promettre sans témérité des succès contre le plus puissant de ses ennemis, et intimider l'Amérique par des victoires remportées ou par des conquêtes faites à son voisinage. L'importance dont il était pour cette couronne d'ôter à ses sujets rebelles le seul appui qui leur fût assuré aurait diminué l'indignation qu'inspire la violation des traités les plus solennels.

George III ne vit rien de tout cela. Les secours obscurs que la cour de Versailles faisait passer aux provinces armées pour la défense de leurs droits ne lui dessillèrent pas les yeux. Les ateliers de cette puissance étaient remplis de constructeurs. Ses arsenaux se remplissaient d'artillerie. Il ne restait plus de place dans ses magasins pour de nouvelles munitions navales. Ses ports présentaient l'appareil le plus menaçant, et cet étrange aveuglement continuait encore. Pour tirer Saint-James de sa léthargie, il fallut que Louis XVI y fit signifier le 14 mars qu'il avait reconnu l'indépendance des États-Unis.

Cette déclaration était une déclaration de guerre. Il était impossible qu'une nation plus accoutumée à faire qu'à recevoir des outrages souffrît patiemment qu'on déliât ses sujets de leur serment de fidélité, qu'on les élevât avec éclat au rang des puissances souveraines. Toute l'Europe prévit que deux peuples rivaux depuis plusieurs siècles allaient teindre de sang les eaux de l'Océan, et jouer encore ce jeu terrible où les prospérités publiques ne compenseront jamais les désastres particuliers. Ceux en qui l'ambition n'avait pas étouffé toute bienveillance pour leurs semblables déploraient d'avance les calamités qui, dans les deux hémisphères, étaient prêtes à tomber sur le genre humain.

Cependant la scène sanglante ne s'ouvrait pas, et ce délai faisait espérer la continuation de la paix à quelques esprits crédules. On ignorait qu'une flotte partie de Toulon était chargée de combattre les Anglais dans le nord de l'Amérique. On ignorait que des ordres expédiés de Londres prescrivaient de chasser les Français des Indes orientales. Sans être initiés dans ces mystères de perfidie, qu'une politique insidieuse est parvenue à faire regarder comme de grands coups d'état, les hommes vraiment éclairés jugeaient les hostilités inévitables, prochaines même sur notre Océan. Ce dénouement prévu fut amené par le combat de deux frégates, livré le 17 juin 1778.

Ici notre tâche devient de plus en plus difficile.

Notre objet unique est d'être utile et vrai. Loin de nous tout esprit de parti qui aveugle et dégrade ceux qui conduisent les hommes et ceux qui osent aspirer à les instruire ! Nos vœux sont pour la patrie, et nos hommages pour la justice. En quelque lieu, sous quelque forme que la vertu se présente, c'est elle que nous honorons. Les distinctions de société et d'états ne peuvent nous la rendre étrangère, et l'homme juste et magnanime est partout notre concitoyen. Si, dans les divers événemens qui passent sous nos yeux, nous blâmons avec courage ce qui nous paraît devoir l'être, nous ne cherchons pas le triste et vain plaisir d'une indiscrete censure. Mais nous parlons aux nations et à la postérité. Nous leur devons transmettre fidèlement ce qui peut influer sur le bonheur public ; nous leur devons l'histoire des fautes pour apprendre à les éviter. Si nous osions trahir un si noble devoir, nous flattons peut-être la génération présente qui passe et qui fuit ; mais la justice et la vérité, qui sont éternelles, nous dénonceraient aux générations à venir, qui nous liraient avec mépris et ne prononceraient notre nom qu'avec dédain. Dans cette longue carrière nous serons justes envers ceux qui existent encore comme nous l'avons été envers ceux qui ne sont plus. Si parmi les hommes puissans il en est qui s'offensent de cette liberté, ne craignons pas de leur dire que nous ne sommes que les organes d'un tribunal suprême que la raison élève enfin sur un fondement inébranlable.

Il n'y a plus en Europe de gouvernement qui ne doive en redouter les arrêts. L'opinion publique, qui s'éclaire de plus en plus, et que rien n'arrête ou n'intimide, a les yeux ouverts sur les nations et sur les cours. Elle pénètre dans les cabinets où la politique s'enferme. Elle y juge les dépositaires du pouvoir, et leurs passions et leur faiblesse, et, par l'empire du génie et des lumières, s'élève de toute part au-dessus des administrateurs pour les diriger ou les contenir. Malheur à ceux qui la dédaignent ou qui la bravent ! Cette apparente audace n'est que l'impuissance. Malheur à ceux qui par leurs talens n'ont pas de quoi soutenir ses regards ! Qu'ils se rendent justice et déposent un fardeau trop pesant pour leurs faibles mains. Ils cesseront du moins de compromettre eux-mêmes et les états.

La France commençait la guerre avec des avantages inappréciables. Le lieu, le temps, les circonstances, elle avait tout choisi. Ce ne fut qu'après avoir fait à loisir ces préparatifs, qu'après avoir porté ses forces au degré qui lui convenait qu'elle se montra sur le champ de bataille. Elle n'avait à combattre qu'un ennemi humilié, affaibli, découragé par ses dissensions domestiques. La faveur des autres nations était toute pour elle contre ces cés maîtres impérieux, ou, comme on le disait, contre ces tyrans des mers.

Les événemens parurent répondre aux vœux de l'Europe. Les officiers français, qui avaient d'an-

ciennes humiliations à effacer, firent des actions brillantes dont le souvenir durera long-temps. Une savante théorie et un courage inébranlable remplacèrent ce qui pouvait leur manquer du côté de l'expérience. Tous les engagements particuliers les comblèrent de gloire, et la plupart se terminèrent à leur avantage. La flotte britannique courut de plus grands dangers encore que ses vaisseaux isolés. Elle était maltraitée au point de craindre sa destruction totale ou partielle, si la flotte qui l'avait réduite à cet état presque désespéré à Ouessant n'eût été déterminée par des ordres timides, par d'odieuses intrigues, par la faiblesse de ses amiraux, ou par tous ces motifs ensemble, à quitter la mer et à rentrer la première dans ses ports.

Dans l'ivresse de ces succès, peut-être inattendus, la France parut perdre de vue ses intérêts les plus chers. Son objet principal devait être d'intercepter le commerce de ses ennemis, de leur couper le double nerf qu'ils tiraient de leurs matelots, de leurs capitaux, et de saper ainsi les deux fondemens de la grandeur anglaise. Rien n'était plus aisé pour une puissance préparée de loin aux hostilités que d'intercepter une navigation marchande entièrement surprise et très-faiblement convoyée. Il n'en fut pas ainsi. Les immenses richesses qu'attendait la Grande-Bretagne de toutes les parties du globe entrèrent paisiblement dans ses rades, sans avoir été seulement entamées.

Au contraire, le commerce de la France fut harcelé dans les deux hémisphères, et partout intercepté. Ses colonies virent enlever sur leurs propres côtes des subsistances qu'elles attendaient avec toute l'impatience du besoin; et la métropole se vit privée de quatre-vingts ou cent millions arrivés presque à sa vue. Ces revers avaient une cause. Tâchons de la découvrir.

La marine française était depuis long-temps malheureuse; et c'était au vice de sa constitution qu'étaient attribuées tant d'infortunes. On essaya plusieurs fois d'en modifier ou d'en changer les réglemens; mais ces innovations, bonnes ou mauvaises, furent toujours repoussées avec un dédain plus ou moins marqué. Enfin ses amiraux dictèrent eux-mêmes en 1776 une ordonnance qui, les rendant maîtres absolus des rades, des arsenaux, des ateliers, des magasins, détruisait cette mutuelle surveillance que Louis XIV avait cru devoir établir entre les officiers militaires et ceux d'administration. Dès-lors il n'y eut plus de règle, plus de comptabilité, plus d'économie dans les ports. Tout y tomba dans la confusion et le désordre.

Le nouveau plan eut une influence encore plus funeste. Jusqu'à cette époque, c'était le ministère qui avait dirigé les opérations navales vers le but qui convenait à sa politique. Cette autorité passa peut-être, sans qu'on s'en aperçût, à ceux qui devaient les exécuter. Elles prirent insensiblement

la teinte de leurs préjugés. Ces préjugés leur faisaient croire que ce n'était pas en escortant pesamment, laborieusement les navires de la nation, en séjournant dans des croisières difficiles pour surprendre ou détruire les bâtimens de l'ennemi, qu'on parvenait à se faire un nom. Ce double devoir fut donc entièrement négligé ou très-mal rempli, d'après l'opinion commune à Brest, qu'un pareil service n'avait rien de noble et ne conduisait à aucune sorte de gloire.

Il faut convenir que ce préjugé est bien bizarre et entièrement contraire à toutes les lois de la société. Quel peut avoir été le but des états en instituant cette force militaire destinée à parcourir les mers ? N'est-ce que pour procurer des grades à ceux qui commandent ou qui servent ? que pour leur donner l'occasion d'exercer une valeur inutile à tout autre qu'à eux-mêmes ? que pour ensanglanter un élément de plus par le carnage et les combats ? Non, sans doute. Les flottes guerrières sont sur l'Océan ce que sont les forteresses et les remparts pour les citoyens des villes, ce que sont les armées nationales pour les provinces exposées aux ravages de l'ennemi. Il est des propriétés attachées au sol ; il en est d'autres créées, transportées par le commerce, et qui sont pour ainsi dire errantes sur l'Océan. Ces deux sortes de propriétés ont besoin de défenseurs. Guerriers, voilà votre fonction. Que dirait-on, si les armées de terre refusaient de protéger contre l'ennemi

l'habitant des villes, le laboureur des campagnes, de repousser l'embrasement qui menace les moissons ? Officiers de marine, vous vous croyez avilis de protéger, d'escorter le commerce ! Mais, si le commerce n'a plus de protecteurs, que deviendront les richesses de l'état, dont vous demandez sans doute une part pour récompense de vos services ? Que deviendront pour vous-mêmes les revenus de vos terres, que le commerce et la circulation des richesses peuvent seuls rendre fécondes ? Vous vous croyez avilis ! Quoi ! avilis en vous rendant utiles à vos concitoyens ! Et que sont tous les ordres de l'état à qui le gouvernement a confié quelque portion de la force publique, sinon des protecteurs, des défenseurs du citoyen et de sa fortune ? Votre poste est sur les mers comme celui du magistrat sur les tribunaux, celui de l'officier et du soldat de terre dans les camps, celui du monarque même sur le trône, où il ne domine de plus haut que pour voir de plus loin, et embrasser d'un coup - d'œil tous ceux qui ont besoin de sa protection et de sa défense. Vous aspirez à la gloire ! Apprenez que la gloire est partout où l'on sert l'état. Apprenez que la gloire de conserver vaut encore mieux que celle de détruire. Dans l'antique Rome, sans doute, on aimait aussi la gloire. Cependant on y préférerait l'honneur d'avoir sauvé un seul citoyen, à l'honneur d'avoir égorgé une foule d'ennemis. Quoi ! ne voyez-vous pas qu'en sauvant les vaisseaux du commerce vous sauvez